



## Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Procédure de délégation de service public - Déclaration sans suite et relance de la procédure - Approbation**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements sportifs structurants qui maille l'ensemble de son territoire.

Par ses délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère est d'intérêt métropolitain et qu'à ce titre, il intègre la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre des compétences entrant dans le domaine des équipements sportifs tel que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Lors de la séance du 20 décembre 2019, le Conseil de Métropole a acté l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard-Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère situé à l'entrée de la Commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions. Il s'agit d'un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet) et d'un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Le projet de Parc multi-glisse Gérard-Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le Comité Technique, le 18 mars 2021, et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 mars 2021, se sont prononcé favorablement sur le choix du recours à une délégation de service public (DSP) pour gérer le Parc Gérard Bruyère.

Par une délibération n°M2021-181, en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a voté à la majorité des voix exprimées en faveur de ce choix d'une gestion déléguée.

Dans ce cadre, la Métropole a lancé une procédure de délégation de service public selon les dispositions du Code de la commande publique (CCP) et du CGCT. La date limite de remise des plis était fixée au 16 septembre 2021 à 12h. Un seul candidat a remis une offre.

Lors d'une réunion en date du 14 octobre 2021, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, le candidat disposait des capacités techniques et professionnelles pour que son offre soit analysée. La société candidate a cependant présenté une offre irrégulière car ne répondant pas aux exigences minimales du dossier de consultation.

Après une phase de négociation avec le candidat, ce dernier a souhaité maintenir son offre initiale.

Tenant à l'absence d'offre régulière, Montpellier Méditerranée Métropole doit déclarer sans suite la procédure lancée par la délibération n°M2021-181 et relancer une nouvelle consultation dont le cahier des charges sera modifié.

Le rapport annexé à la présente délibération rappelle le projet et les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les différents modes de gestion. Ce rapport précise les principales caractéristiques du futur contrat dans le cadre d'une relance de la procédure de délégation de service public.

Le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 12 juillet 2022 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 18 juillet 2022, ont rendu un avis favorable sur la relance d'une procédure dans le cadre d'une délégation de service public.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il est proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

## A. Rappel des objectifs de la Métropole

Les objectifs sont les suivants :

- Créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- Contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- Développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- Favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

## B. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Parc :

- La « *gestion publique* », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché public pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...). Dans ce cadre les investissements sont portés et réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ou

- La « *gestion déléguée* », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du CCP). Dans ce cadre une partie des investissements est portée et réalisée par le délégataire.

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 5 critères, le contrôle du service, la qualité du service, la gestion du personnel, les risques et le portage financier des investissements. L'analyse comparative des deux scénarios, développée dans le rapport annexé à la présente délibération, permet de conclure que le scénario 2, gestion déléguée, est plus adapté aux objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce projet d'exploitation en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- Transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire ; il s'agit du risque lié au financement mais surtout lié à l'exploitation :
  - o Une activité nouvelle sur le territoire dont la rentabilité est à ce jour estimative ;
  - o Le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
  - o Le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique, location de matériels...) ;
  - o Maîtrise du coût d'exploitation ;
- Faire appel aux compétences et à l'expérience des opérateurs privés pour exploiter une activité de téléski nautique.

En conclusion, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour l'exploitation du Parc multiglisse Gérard-Bruyère.

## C. Caractéristiques du futur contrat

### 1. Objet du contrat

Le contrat aura pour objet l'exploitation et la gestion des activités sportives et des activités accessoires du Parc Gérard-Bruyère. Outre les investissements à réaliser, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation du parc conformément au périmètre géographique déterminé par le contrat.

### 2. Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou 25 ans en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L. 3114-7 du CCP. Le contrat prendra effet à compter de la notification du contrat de délégation.

### 3. Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

#### Principales missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des téléskis nautiques ;
- L'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- La surveillance et la sécurité relatives aux ouvrages et équipements mis à sa disposition ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des biens en lien avec les activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- Les travaux de renouvellement des équipements mis à disposition ;
- L'entretien et le nettoyage des espaces verts des talus du bassin principal, de l'île et du parvis, de la zone d'entrée du parc, des espaces situés autour du restaurant ;
- La gestion, l'entretien, la maintenance et le nettoyage du parking de stationnement ;
- La remise à niveau de l'eau des bassins (principal et secondaire) ;
- La réalisation des analyses réglementaires de qualité de l'eau type ARS ;
- L'entretien et le nettoyage du bassin principal ;
- L'entretien, le nettoyage et le renouvellement des pontons ;
- L'entretien et la maintenance de la membrane et des empièvements du bassin principal ;
- L'éclairage intégral du parc et des équipements (consommation et renouvellement) ;
- L'entretien, maintenance et le renouvellement des portails d'accès aux sites ;
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des pistes du parc ;
- L'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel
- L'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- Le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

#### Obligations de service public :

Le délégataire devra notamment :

- Assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de Montpellier Méditerranée Métropole (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- Assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- Proposer des activités non polluantes sur le site.

### Investissements :

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis à la Métropole à la fin normale du contrat.

Les investissements attendus sont *a minima* les suivants :

- Un téléski nautique « *full size* » de 6 accrocheurs minimum ;
- Un téléski bi-poulies ;
- Un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m<sup>2</sup> minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

### Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements et sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

L'entretien, la maintenance et le renouvellement des ouvrages techniques liés à la fonction hydraulique d'écrêtement des crues et de traitement d'eau ainsi que les charges afférentes restent à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **4. Conditions financières**

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué.

La Métropole pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30 % du montant des investissements de premier établissement réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 1 200 000 € net de toutes taxes.

## **5. Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice**

La Métropole dispose d'un droit d'accès permanent au Parc et aux installations afin de permettre les interventions qui relèveront de son périmètre d'intervention, notamment pour ce qui concerne la gestion des installations de traitement d'eau et pour la surveillance des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole.

## 6. Conditions principales d'exécution du service et fin du contrat

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole. Des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

## 7. Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants, ainsi que des dispositions du CCP.

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

Une prime sera versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation d'un montant de 30 000 €.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De déclarer sans suite la première procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- De réaffirmer le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire dans le cadre de la relance de la procédure, telles que définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 30 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 14 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195437-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport choix du mode de gestion PGB.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.